

LIBYE

Une audience du procès
d'ex-membres du régime
Kadhafi renvoyée

La Cour pénale de Tripoli a une nouvelle fois renvoyé dimanche le procès d'une quarantaine de dignitaires de l'ancien régime de Mouammar Kadhafi en raison de l'absence de l'avocat de Seif al-Islam, le fils de l'ex-dirigeant.

L'ex-chef des renseignements, Abdallah al-Senoussi, a comparu pour la première fois en présence de ses avocats, un Libyen et trois Tunisiens, désignés par sa famille.

Les accusés sont poursuivis pour leur rôle dans la répression meurtrière de la révolte ayant mis fin au régime de Mouammar Kadhafi, tué en octobre 2011. Seif al-Islam, fils de l'ex-dirigeant libyen, a comparu pour la deuxième fois par vidéoconférence depuis la ville de Zenten (nord-ouest) où il est détenu depuis son arrestation en novembre 2011. Mais son avocat, commis d'office par la Cour, n'était pas présent à l'audience selon des avocats, et celle-ci a donc été renvoyée au 25 mai.

Comme lors de la précédente audience du 27 avril, seuls 22 accusés sur 37 se sont présentés devant la cour de Tripoli, dont le dernier Premier ministre de Mouammar Kadhafi, Baghdadi al-Mahmoudi.

Huit accusés, dont Mansour Daw, ex-chef de la sécurité intérieure sous le régime Kadhafi, ont comparu par vidéoconférence depuis la ville de Misrata, à 200 km à l'est de Tripoli, où ils sont détenus.

Six autres accusés, tous emprisonnés, étaient absents à l'audience. Plus d'une dizaine de chefs d'accusation ont été retenus contre les accusés, inculpés en octobre notamment pour assassinats, pillages et sabotages, actes portant atteinte à l'union nationale, complicité dans l'incitation au viol et recrutement de mercenaires africains pour mater la rébellion. Seif al-Islam et M. Senoussi font l'objet de mandats d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI) pour crimes de guerre présumés lors de la révolte.

Fin mai 2013, la CPI avait débouté les autorités libyennes de leur demande de juger devant les tribunaux libyens Seif al-Islam en raison des doutes sur la capacité de Tripoli à lui garantir un procès juste et équitable.

La CPI a toutefois donné en octobre son feu vert à la Libye pour juger M. Senoussi. Des organisations de défense des droits de l'Homme comme Human Rights Watch ont exprimé leurs «préoccupations» concernant le procès, déplorant notamment «l'accès limité à des avocats et à des documents clés» de l'affaire.

L'Iran n'acceptera pas
l'«apartheid nucléaire»

L'Iran n'acceptera pas l'«apartheid nucléaire» en renonçant à son programme atomique mais est prêt à «plus de transparence», a affirmé hier dimanche le président Hassan Rohani, avant la reprise des négociations avec les grandes puissances.

Téhéran refuse de céder son droit à maîtriser un programme nucléaire pacifique, notamment en acceptant une limitation de son programme d'enrichissement d'uranium comme l'ont demandé récemment des responsables américains et français.

L'Iran et les puissances du groupe 5+1 (Etats-Unis, France, Royaume-Uni, Russie, Chine et Allemagne) doivent reprendre demain mardi leurs négociations à Vienne pour préparer un accord définitif sur le dossier nucléaire.

«Nous voulons satisfaire les intérêts de la nation iranienne et nous n'accepterons pas l'apartheid nucléaire», a déclaré le président Rohani lors d'un discours dans les

locaux de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique (OIEA).

«Notre technologie et notre science nucléaires ne sont pas sur la table» pour être négociées, «ce que nous pouvons proposer à la communauté internationale c'est plus de transparence», a-t-il dit, cité par l'agence Isna. L'objectif des négociations est de garantir que le programme de Téhéran, soupçonné de cacher un volet militaire, est uniquement pacifique, en échange d'une levée totale des sanctions internationales qui étranglent son économie.

«Nous voulons dire au monde que nos ennemis mentent» en accusant l'Iran de chercher à développer l'arme atomique, a-t-il ajouté, assu-

rant que l'Iran n'avait «mené aucune activité secrète».

Les membres du groupe 5+1 doivent savoir que «nous ne reculerons pas d'un iota en matière de technologie nucléaire», a répété M. Rohani.

L'Iran et le 5+1 s'opposent sur l'ampleur du futur programme d'enrichissement d'uranium, notamment le nombre des centrifugeuses et les caractéristiques du réacteur à eau lourde d'Arak. Ce réacteur, encore en construction, inquiète les Occidentaux car il pourrait en théorie fournir à l'Iran du plutonium, susceptible d'offrir une alternative pour la fabrication d'une bombe atomique.

Téhéran a proposé de modifier le réacteur pour limiter la production de plutonium, s'engageant par ailleurs à ne pas construire d'usine de retraitement, nécessaire pour utiliser le plutonium à des fins militaires.

De son côté, le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a déclaré qu'il ne fallait pas «lier cer-

tains besoins du pays et certains problèmes comme les sanctions aux négociations nucléaires», a rapporté l'agence Irna.

«Les responsables doivent régler la question des sanctions par d'autres moyens», a-t-il ajouté lors d'une visite d'une exposition organisée par les Gardiens de la révolution, armée d'élite du régime, sur les progrès militaires de l'Iran.

Il a ajouté que l'Iran ne limitera pas son programme balistique comme le réclament les Etats-Unis, Israël et certains pays européens.

Les Etats-Unis et les pays européens «demandent que l'Iran limite son programme balistique alors qu'ils menacent militairement en permanence. Par conséquent une telle attente est stupide», a-t-il ajouté.

L'Iran a développé un vaste programme balistique, avec notamment des missiles d'une portée de 2 000 kilomètres capables d'atteindre Israël et les bases américaines.

SYRIE

Début de la campagne électorale
pour l'élection présidentielle

La campagne électorale pour la présidentielle du 3 juin, que Bachar al-Assad devrait remporter sans surprise, a débuté hier dimanche en Syrie, au lendemain d'un succès militaire du régime à Homs.

Le scrutin, d'ores et déjà dénoncé comme une «farce» par l'opposition et ses alliés, se déroulera uniquement dans les territoires contrôlés par le régime, dans un pays ravagé par trois années de conflit sanglant.

Il s'agit théoriquement de la première élection présidentielle depuis plus de cinquante ans en Syrie. M. Assad et son père Hafez, qui a dirigé le pays d'une main de fer de 1970 à 2000, ayant été nommés à l'issue de référendums.

Bachar al-Assad y affrontera Maher al-Hajjar, un député indépendant longtemps membre du parti communiste, et Hassan al-Nouri, un homme d'affaires qui a été membre d'une formation de l'opposition tolérée par le pouvoir.

Le président Assad a placé sa campagne sous le slogan «ensemble», et a lancé une page Facebook qui a déjà plus de 65 000 fans, un compte Twitter avec près de 1 000 followers et un compte Instagram. Sur son premier mini-clip de campagne, le mot «ensemble»

s'affiche, tracé à la main sur un fond blanc qui se transforme ensuite en drapeau syrien, sur lequel est apposée la signature du président.

Dans le centre-ville de Damas, sous contrôle du régime, des dizaines de pancartes, affiches et énormes banderoles représentant le drapeau national, portant le slogan «ensemble», et signés de Bachar al-Assad, sont apparues. Les photos du président sont omniprésentes.

«Bachar al-Assad, notre choix unique», pouvait-on lire sur d'autres banderoles placardées par l'un des partis du Front national progressiste (FNP, coalition emmenée par le Baas au pouvoir).

«Notre Bachar, nous n'acceptons d'autre président que toi, nous t'avons choisi, tu as notre loyauté», pouvait-on également lire sur des pancartes, ou tout simplement «On t'aime», sous un portrait de M. Assad souriant.

Mayada, une mère de famille de 55 ans, qui habite le quartier populaire de Baramké, assure : «Il faut que

les autres comprennent qu'il s'agit de notre pays et que c'est notre président. Nous ne voulons pas d'autres que lui. Ceux qui sont à l'étranger sont à l'origine de notre problème.»

Dans le même quartier, une pancarte de Maher al-Hajjar demande : «La souveraineté pour le peuple qui doit trancher. La Syrie est pour celui qui veut la reconstruire.»

Par ailleurs, plusieurs pancartes à la gloire du candidat Hassan al-Nouri, un homme d'affaires damascène, sont apparues dans la capitale, appelant à «la lutte contre la corruption», au «multipartisme économique» et au «retour de la classe moyenne».

Victoire sur le terrain

Le début de la campagne survient au lendemain d'une importante victoire du régime sur le terrain, avec la reprise de la majeure partie de Homs, troisième ville du pays et fer de lance de la rébellion armée après le début de la révolte populaire déclenchée contre le régime en mars 2011.

L'armée, qui contrôlait déjà 80% de la ville (centre), a pu entrer vendredi dans l'ex-bastion rebelle. Les insurgés ne contrôlent plus que le quartier de Waer et des négociations pour leur retrait sont en cours. Des

milliers de civils syriens sont retournés samedi dans les ruines de la Vieille ville et continuaient d'y affluer hier dimanche, selon les médias officiels, tentant de sauver le peu qui reste de leurs maisons détruites par deux années de combats féroces entre rebelles et soldats.

Ce retour a été rendu possible par la conclusion d'un accord au terme duquel près de 2 000 rebelles exsangues ont été évacués du Vieux Homs assiégé et bombardé quasi quotidiennement par les troupes du régime pendant plus de 24 mois.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), les rebelles ont remis leurs armes lourdes et moyennes et emporté leurs armes légères. Hier dimanche, l'agence officielle SANA rapportait que des équipes s'affairaient à dégager les remblais dans des secteurs du Vieux Homs. A l'église de la Ceinture de la Vierge, dans la Vieille ville, les fidèles se sont rassemblés pour une messe pour le «retour de la sécurité à Homs», selon la télévision d'Etat. Le conflit entre rebelles et régime en Syrie a fait plus de 150 000 morts, 6,5 millions de déplacés et quelque 2,6 millions de réfugiés depuis mars 2011.